

# LETTRE OUVERTE

## AUX GROUPES DITS DES «180» ET «7»

**NON,** nous ne sommes pas des jusqu'au-boutistes inconscientEs mais nous nous confrontons quotidiennement à une réalité insupportable. La politique cruelle appliquée depuis longtemps à l'encontre des personnes réfugiées en Suisse se durcit chaque jour. Tout cela ne laisse pas augurer un futur radieux pour la Suisse. Cette fermeture à l'extérieur, nous allons tous et toutes finir par en payer le prix.

Peu importe les raisons pour lesquelles ces personnes ont demandé l'asile, un travail ou encore un espace de vie. Elles devraient avoir le droit fondamental de le faire et être considérées comme des citoyennes et des citoyens de ce pays, de ce canton, de cette commune. Ce que nos lois leur enlèvent, c'est la base essentielle pour une vie digne: être quelqu'un quelque part. Il est tout de même curieux que les partisans du libéralisme et de la mondialisation ne vantent cette liberté que pour les capitaux et l'économie alors que les personnes ont chaque fois moins le droit d'entreprendre, de se déplacer. Est-ce que la globalisation nous amène à vivre chaque fois plus dans ce petit coin de pays?

Ce ne sont pas des chiffres: 523, 175, 146 ou 16, sans compter le nombre fluctuant des sans papiers, ce sont des hommes, des femmes et des enfants et ils et elles doivent être considérés/es et respectés/es comme tout autre être humain.

Ce n'est malheureusement pas le cas dans ce pays, dans ce canton mais aussi dans les pays qui nous entourent. La violence d'Etat se manifeste chaque jour: déstabilisations, pressions, intimidations, interdictions de travail, humiliations vis-à-vis des étranger-e-s pauvres, de ceux et celles qui demandent de l'aide et non une échappatoire au fisc comme c'est le cas d'autres étrangers accueillis/es en Suisse et dans le Canton de Vaud avec respect et un accueil royal.

C'est pour toutes ces raisons que la Coordination Asile ne va pas se contenter des résultats positifs de la lutte menée jusqu'à ce jour, mais qu'elle va continuer avec la même détermination et la même constance à défendre les droits de toutes celles et tous ceux que l'Etat persiste à considérer comme des non-ayant-droits et en particulier des 523 **qui attendent encore une régularisation, selon les promesses que nous avons cru pouvoir comprendre du communiqué de presse du DFJP Berne et du CE Lausanne du 6 juillet 2006:** selon nos informations, il y a encore 133 personnes qui attendent une décision, attendent la régularisation de leur statut, attendent de pouvoir enfin «respirer»...

Nous irons jusqu'au bout pour arrêter la machine de l'arbitraire et de l'injustice qui fait de ce pays un paradis pour les nantis, ouvrant de plus en plus largement ses portes à la discrimination, à l'exploitation et au déni des traités et des conventions internationales.

Les résultats des votations du 24 septembre 2006 n'ont malheureusement fait que renforcer des tendances politiques déjà présentes en Suisse.

Nous ne voulons pas d'un pays renfermé sur lui-même, qui ne voit pas que le futur sera fait, qu'on le veuille ou non, de cohabitations, de collaborations, d'échanges et de solidarité avec le reste du monde.



**NOS LUTTES N'EN SONT QUE RENFORCEES!**

Coordination Asile, 31 octobre 2006